



## **Regard sur la situation environnementale, économique et sociale de la Wallonie**

**Christophe Schoune, secrétaire général  
d'Inter-Environnement Wallonie, Pierre  
Gustin, directeur ING Wallonie Entreprises  
et Institutions et Bernard Van Asbrouck,  
conseiller général au Forem**

Interventions données lors d'un séminaire du  
Collège régional de Prospective, Cercle de  
Wallonie de Seraing, 28 janvier 2012

---

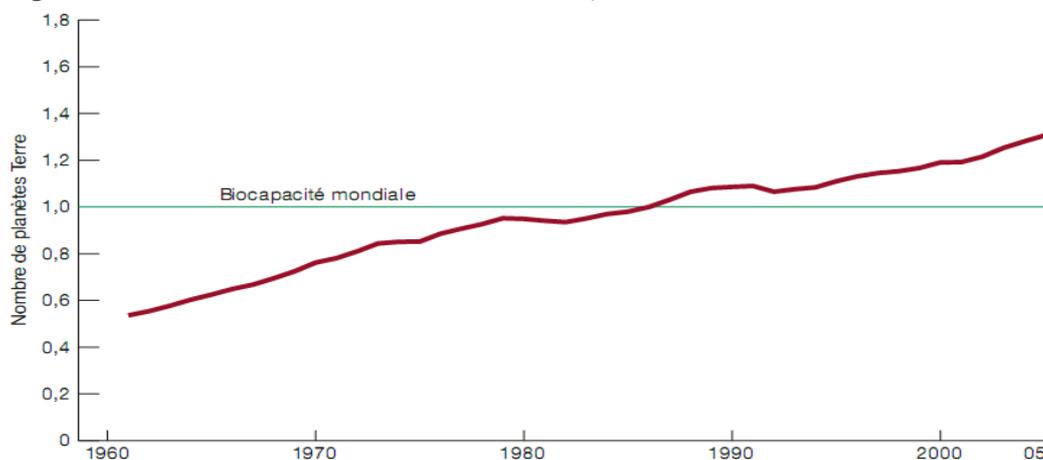
### **Regard sur la situation environnementale de la Wallonie par Christophe Schoune, Secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie**

Il propose de commencer son exposé par une vue « d'hélicoptère ».

Dans sa première dia figure un graphique présentant l'empreinte écologique mondiale. La ligne verte montre la capacité de résilience de la terre par rapport à ses besoins : on s'inscrit dans une logique de crédit et de dette (la Wallonie vit à crédit par rapport à la terre). La ligne verte trace la bio-capacité propre de notre territoire. La ligne rouge montre les besoins. Cette dia montre l'ensemble des consommations, l'ensemble des besoins de la population.

# Empreinte écologique mondiale

Fig. 2 : EMPREINTE ECOLOGIQUE DE L'HUMANITE, 1961-2005



2

En matière d'environnement, il existe neuf indicateurs fondamentaux par rapport à l'état de la biosphère. Parmi ceux-ci, trois ont atteint des niveaux critiques : la charge azotée, la régression de la biodiversité et le réchauffement climatique. Actuellement, une planète et demi serait nécessaire pour satisfaire aux besoins de l'humanité et deux et demi dans un scénario qui ne se modifie pas.

Christophe Schoune indique en outre que nous vivons actuellement la sixième extinction massive des espèces. La pression sur l'écosystème est conséquente en Wallonie : 30 % des espèces présentes sur le territoire wallon sont menacées à court terme ou sont à la limite de l'être.

L'enjeu majeur en Région wallonne est le réseau *Natura 2000* : il s'agit de constituer un réseau d'espace et de mettre en œuvre des politiques de gestion massive. Le service écosystémique émerge depuis quelques années. Cette notion part du principe que la nature offre une série de services, de régulations. La région wallonne recèle des paysages magnifiques qui font l'objet de débats. Cette question des services écosystémiques va monter en puissance. Elle fait débat : selon certaines études, ces services rendus par la nature sont estimés à 36.000 milliards de dollars et le capital mensuel vaudrait alors de 400 à 500.000 milliards de dollars.

Christophe Schoune présente ensuite une carte montrant la localisation des ressources. La situation de l'Europe apparaît clairement : c'est un territoire qui n'exploite pas toutes ses ressources.

Les métaux rares sont dans un état critique : il y a une disponibilité très faible de tous ces métaux (20 années de plomb, 77 années de fer...). Concrètement, cela montre que tout ce qui concerne les technologies vertes est dans des états critiques si nous continuons notre

modèle de croissance économique illimitée. Limiter le réchauffement climatique de deux degrés serait une solution. Il souligne qu'il y a d'ailleurs une volonté de l'Europe d'aller dans ce sens, mais qu'il n'existe pas d'accord international pour réduire ces émissions.

Christophe Schoune indique que, selon les thématiques dans lesquelles on se situe, les impacts du réchauffement climatique sont divers. Ainsi, en ce qui concerne les écosystèmes, les risques d'extinction des espèces seront plus grands avec l'augmentation de la température. L'industrie a une émission de gaz à effet de serre qui a diminué de 16 %. Il y a deux secteurs de préoccupation majeure : celui des bâtiments et celui des transports. Il reste encore beaucoup de choses à faire. Pour 2020, on vise une diminution de 20 % des gaz à effet de serre pour la Belgique.

Le pic pétrolier est un point d'attention majeur, car les prix vont augmenter risquant de déstabiliser les économies internationales. Une étude a établi six scénarios bas-carbone. La conclusion est qu'il est possible de réduire de 80 à 95 % les émissions de gaz à effet de serre à condition de mettre en œuvre une série de politiques et de technologies. Cette question est toutefois controversée, pour des raisons philosophiques et parce que les technologies ne sont pas au point pour le moment.

La réduction des gaz à effet de serre à 80 % d'ici 2050 est possible, c'est un objectif réalisable. L'étude conclut en effet que le coût de l'inaction est supérieur à celui de la mise en œuvre de l'atténuation.

Christophe Schoune indique que l'on parle beaucoup d'une relance verte. Une série de pays ont choisi de consacrer la majorité de leurs investissements à des investissements verts. C'est le cas de la Corée et de la Chine. Pour une majeure partie des pays de l'Union européenne, l'investissement vert consiste en une part minoritaire. Il faut rassembler toutes les forces vives sur cette question. La question environnementale doit être envisagée. Il propose de s'appuyer sur les expériences des Pays-Bas qui ont rassemblé l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, de la société civile... en vue de parler de ces enjeux. Il plaide pour qu'en Région wallonne des objectifs soient fixés dans des domaines-clés tels que les transports et l'industrie. Il faut anticiper pour se prémunir et l'enjeu environnemental est central, mais fait défaut auprès des politiques publiques. Il le regrette.

Pierre Gustin propose de reporter les éventuelles questions à la fin de tous les exposés.

### **Regard sur la situation économique de la Wallonie par Pierre Gustin, directeur ING Wallonie Entreprises et Institutions**

Pierre Gustin indique que s'il y a une chose que l'on doit retenir de la conjoncture en Région wallonne, c'est la dépendance par rapport à l'international, car ce qui va déterminer la conjoncture wallonne, c'est la conjoncture internationale.

Il indique que l'on est à un niveau d'ouverture de l'économie comparable à celui de Hong Kong. La problématique essentielle est la dette publique. La Région wallonne est directement visée. Au niveau de l'Europe, la Belgique se trouve en queue de peloton avec un niveau de dette publique à 95-96 % du PIB. Il y a encore des pays/régions qui vont plus mal. La difficulté particulière en ce moment est la faiblesse de la conjoncture : on ne peut pas réduire les budgets dans une économie qui ne va pas bien.

En ce qui concerne le critère du déficit budgétaire par rapport au PIB, on ne peut pas être en dessous de 3 % : presque aucun pays de l'Europe ne réussit à rester en dessous de ces 3% et la Belgique n'est pas mal située, car elle est à 4 %. Certains pays sont à 10% de déficit.

Pierre Gustin explique que l'Europe, prise globalement au niveau de ses 27 membres, n'est pas moins bien située que les États-Unis en termes de déficit budgétaire et de taux d'endettement, mais que quand on est dans une chaîne, celle-ci a la force du maillon le plus faible, c'est-à-dire pour l'Europe, la Grèce. Et si le maillon le plus faible casse, alors la chaîne n'existe plus et par contagion, d'autres maillons casseront également. C'est en ce sens que l'Europe est fragile. Le vrai problème aujourd'hui est que l'on est dans une économie globalisée. Pour 2010-2011, on assiste à un redressement moyen et on observe une réduction de la croissance. On est dans une dynamique où l'on dépend de l'ensemble.

Ces problématiques sont des conséquences. Dès que l'on arrive à une conjoncture avec une croissance qui diminue, l'impact sur la confiance des consommateurs est grand et on rentre dans une spirale négative. Dès que les marchés sentent que l'on est dans une phase dynamique, ils anticipent. La bourse anticipe aujourd'hui que les États-Unis sont dans une phase de croissance. Il y a un décalage : les États-Unis ont toujours un ou deux an(s) d'avance sur les conjonctures économiques européennes. Ce sont donc des signes qui ne sont pas négatifs et il n'est dès lors pas impossible que l'on soit quand même dans un scénario de reprise lente. Les prochains mois seront cruciaux à cet égard.

Si on ne fait pas de budgets avec des hypothèses et un scénario prudents, on arrive à des situations critiques. Notre difficulté particulière, en Wallonie, en termes de capacité d'action, c'est que la Région wallonne a une capacité d'impôts propres, mais très réduite : la marge de manœuvre est limitée et celle de l'Europe aussi. La Belgique est quasiment au maximum concernant la TVA (21 %) et à un très haut niveau sur le taux d'imposition sur les revenus des personnes et des sociétés. La marge de manœuvre en Région wallonne est faible. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas agir dans le cadre de ces marges de manœuvre faibles, mais il ne faut pas se faire d'illusion, le redressement de la Wallonie passera par le redressement de la Belgique et de l'Europe.

Pierre Gustin explique qu'un point est toutefois positif en Belgique : celle-ci a eu un déficit important dans les années '70 et '80 qui a entraîné une dette publique de plus de 134% de son PIB. Depuis les années '90, elle a réussi à ne quasiment plus avoir de déficit annuel et mécaniquement, la dette publique, tout en restant stable, a diminué par rapport au PIB. Mais cette relative bonne performance budgétaire est due uniquement à la baisse des taux d'intérêt. Cette réduction des charges d'intérêt a fait réduire le montant du déficit, mais surtout pendant les années 2000 à 2008, on aurait dû faire des efforts un peu plus importants pour avoir un excédent budgétaire et réduire la dette, non seulement en % du PIB, mais également nominalement. Si on avait maintenu le surplus primaire, on serait dans une dynamique positive et notre dette publique aurait été de l'ordre de 70% à 75% avant la crise actuelle, ce qui nous aurait mis dans le peloton de tête, comme l'Allemagne !

La fédération Wallonie-Bruxelles a des recettes de 8,8 milliards d'€ en 2011 et il y a un déficit de 327 millions d'€. La Région wallonne seule a des recettes de 6,7 milliards et un déficit de 257 millions. Pour 2012, l'objectif est d'arriver à un déficit inférieur à 3%, comme l'État Belge.

Jean-Louis Dethier s'interroge sur le fait que l'on considère comme normal un déficit de 3 %. Le raisonnement est d'anticiper la croissance. Il demande également si l'on n'est pas dans une sorte de blocage des esprits.

Pierre Gustin explique que si l'on prend l'exemple de la Grèce, les efforts énormes qu'elle a faits pour réduire ses dépenses ont eu pour conséquence d'augmenter son déficit, car la croissance a chuté, ce qui a fait chuter les recettes de l'État grec ; donc il faut à la fois maîtriser ses dépenses, mais ne pas casser la mécanique. Plusieurs écoles s'affrontent pour définir comment sortir de la crise, mais c'est la thèse allemande qui s'est imposée à tous : il faut rester dans le plan de convergence fixé par l'Europe.

L'année 2011 est finalement une relativement bonne année avec une croissance meilleure que prévue. Les États-Unis remontent un peu, c'est un bon signe. Si l'on a 1 % de croissance, on pourra repartir sur une ligne positive. Il y a une telle interaction entre les éléments que l'on dépend de facteurs qui nous échappent.

La presse joue un rôle épouvantable, car elle insiste tout le temps sur le négatif et pas sur le positif. On est dans un cercle vicieux.

Pour accréditer sa thèse que cela ne va pas si mal, Pierre Gustin indique qu'en 2006, il y avait 82.000 entreprises en Wallonie et en 2010, 92.000. Il y a eu beaucoup de faillites, mais surtout beaucoup de créations, puisque le solde reste positif.

### **Regard sur la situation sociale de la Wallonie, indices d'une "sherwoodisation", par Bernard Van Asbrouck, Conseiller général au Forem**

Bernard Van Asbrouck explique que la « sherwoodisation » est un concept prospectif. Il indique qu'un ensemble de chercheurs ont remarqué certaines choses et ont essayé de le modéliser, ce qui a fait émerger un concept. La « sherwoodisation » n'est actuellement pas une connaissance validée, mais une hypothèse qui fait consensus.

Bernard Van Asbrouck explique qu'il existe une différence entre précarité et « sherwoodisation ». Quand il y a une action publique, on sait où se trouve la personne. Pour ce sujet, les chercheurs étudient un champ qui a peu de trace statistique. Ils se sont rendu compte qu'il y avait des différences dans les populations actives entre la France et l'Angleterre. Le fait que l'on ne sache pas où se trouvent ces gens a donné ce terme « sherwoodisation » : ils sont dans la forêt de Sherwood. Mais une question reste pendante ; y-a-t'il une réelle disparition ou bien les outils statistiques ne sont plus adaptés à certaines configurations d'existence ?

Bernard Van Asbrouck indique que, pour étudier ce phénomène, il a fallu utiliser des données qualitatives : dans le champ de l'éducation, des études et des recherches sur les décrochages scolaires ; au niveau de l'urbanisme, ce qui relève des zones à l'intérieur desquelles on ne voit plus ce qui se passe ; dans des études des familles, l'adulthood, l'éclatement de la cellule familiale : dans le champ de l'aide sociale, l'élargissement des profils des assistés ; au niveau des études économiques, la bancarisation de masse ; dans des études sociologiques, les bandes urbaines et les phénomènes d'essaim. Ce sont les études démographiques qui ont initialisé les recherches. Un phénomène a été observé : les *freeters* (ces personnes ont des parcours qui ne sont absolument pas maîtrisés). Depuis 2000, des adolescents ou jeunes adultes ne rentrent pas dans le système.

Donc qu'est-ce « Sherwood » ? C'est un phénomène plus complexe que la rue, c'est le réseau d'amis, les bandes, les réseaux alternatifs (habitats groupés, communautés, sectes, errance urbaine). Comment arrive-t-on à Sherwood ? Il y a une sorte de cassure de moyens ; la personne cherche différentes solutions. Il y a également l'inaccessibilité du droit

surtout chez les jeunes. L'âge venant, ceux-ci se rendent compte qu'ils n'ont rien construit. On observe des phénomènes alternatifs de ces générations montantes et on perd la visibilité sur le flux de ces personnes. Il y a aussi l'errance sociale (les personnes passent de statut en statut sans rien construire), la filiation (phénomène de reproduction). Une autre cause importante est celle de l'assuétude (alcool, drogues...), l'éthique personnelle (des personnes refusent la société, viennent à Sherwood et construisent un espace de pouvoir), également « Mon pays, c'est Danone » (des personnes vivent dans une société qui prend tout en charge : le logement, l'éducation...). Leur environnement de vie est donc l'entreprise. Ils ne vivent plus en Wallonie, mais en Danonie. Le problème pour certains survient quand cela s'arrête. Certains savent rebondir, d'autres se mettent à construire des forêts de Sherwood. C'est adaptatif. La sherwoodisation se fait donc par le bas et par le haut et pose une lourde question d'intégrité de la société. C'est un monde complexe très difficile à évaluer. Une autre position que l'on observe qui mène à Sherwood est la position défensive (l'individu se laisse porter par son environnement et ne contrôle rien).

Où est l'origine du phénomène ? Il y a une transformation rapide des conditions de vie en société : un nombre important de citoyens éprouve des difficultés à s'adapter aux exigences sociétales de l'État actif. Il y a aussi l'émergence de nouveaux comportements ; une difficulté relationnelle apparaît. On observe diverses mutations. Dans le marché du travail, de plus en plus, on vend et achète du talent et non plus de la force de travail. D'autres mutations sont en route : celle des rationalités politiques, ainsi que la mutation culturelle du rapport au monde (l'individu va d'abord tenter de s'accomplir et plus vraiment répondre à un devoir. Le monde, ce ne sont plus des contraintes auxquelles il faut se soumettre, mais des opportunités à saisir en utilisant au mieux les contingences).

Par ailleurs, être citoyen, dit encore Bernard Van Asbrouck, c'est avoir des compétences relationnelles, c'est être acteur et les politiques actives accentuent cette nécessité. Il y a un capital financier minimum (pour se déplacer, communiquer), des ressources publiques pour être citoyen. À ce niveau, il souligne que la Région wallonne a fait des efforts pour mettre à disposition des ressources publiques afin que l'individu soit acteur.

La question de la conditionnalité du droit change la manière d'interagir au sein d'un groupe. Dans l'État social actif, on met le droit sous condition comportementale. Dans l'État *Welfare*, il y a une prise en charge collective du risque individuel, le droit est sous condition de situation sociale ce qui est très différent. Le problème de la Wallonie, c'est que c'est un État *Welfare* depuis longtemps. Nous avons une cohérence sociale, une résistance au stress économique, une stabilité, mais nous avons également du négatif : un État *Welfare* exige une croissance soutenue. Le fait qu'il fabrique des positions défensives sur la durée a aussi mobilisé le débat. La problématique de la Région wallonne est l'émergence de l'État social actif et ses conséquences : le taux d'exclusion du chômage a été multiplié par 5 en six ans. Ce que nous apporte cette problématique est la question de savoir comment mobiliser sans casse une population qui a une position défensive adaptée à sa situation sociale et lui faire adopter une position active.

Quels sont les indices ? Le décrochage scolaire devient un décrochage social (les deux se collent depuis une génération ce qui n'était pas le cas avant.), la difficulté des associations en termes d'efficacité d'action et l'exclusion des droits. Le phénomène de catégorisation, de segmentation est particulier. Le Forem a identifié une population décrochée du système du travail et, en même temps, il négocie des actions adaptées et essaie de créer un lien avec ses populations. Il existe différents cas, notamment à Anderlecht, Mons et Verviers. À

Anderlecht, on est allé sur le terrain pour chercher ces gens « sherwoodisés » : 3000 personnes n'étaient pas reprises, soit environ 3 %. C'est un phénomène qui vaut la peine d'être un peu plus étudié. Avec 3%, la Région wallonne a une belle résistance, car elle a le réseau d'associations le plus dense d'Europe et cela crée du lien. C'est un patrimoine qu'il faut défendre et développer en qualité. Il faudrait assembler l'éducation, la formation, l'emploi dans une même stratégie, ainsi que globaliser l'action socio-économique. Les situations dans les différentes régions ne sont pas les mêmes. Il faut diversifier les approches techniques.

Bernard Van Asbrouck explique qu'en Région wallonne, l'État social actif s'est mis en route entraînant des changements. Selon lui, il faut voir comment les individus vont s'adapter à ces changements, ce qu'il se passera avec ceux qui décrochent et si nous assisterons à un décrochage de masse comme cela semble être le cas en Angleterre.